



Hauts-de-France

Transition écologique et emploi cadre

Dans les Hauts-de-France, 1 598 cadres du secteur privé occupaient un emploi « vert » en 2021, et 54 902 autres cadres avaient un emploi amené à se transformer du fait de la transition écologique, selon l'Insee. Ceux-ci représentaient alors 30 % des cadres du secteur privé présents dans la région et 6 % des cadres exerçant en France un métier vert ou un métier impacté par les enjeux de transition écologique. Entre 2019 et 2023, le nombre d'offres d'emploi cadre pour des « métiers verts » a augmenté de 55 % dans les Hauts-de-France. En 2023, celles-ci représentaient 6 % des offres d'emploi cadre publiées au national pour des « postes verts ».

Durant ces cinq années, 19,5 milliards d'euros ont été investis dans le développement durable par les entreprises du secteur privé, et près de 11 100 emplois salariés ont été créés. Cela témoigne d'une transition écologique bien engagée.

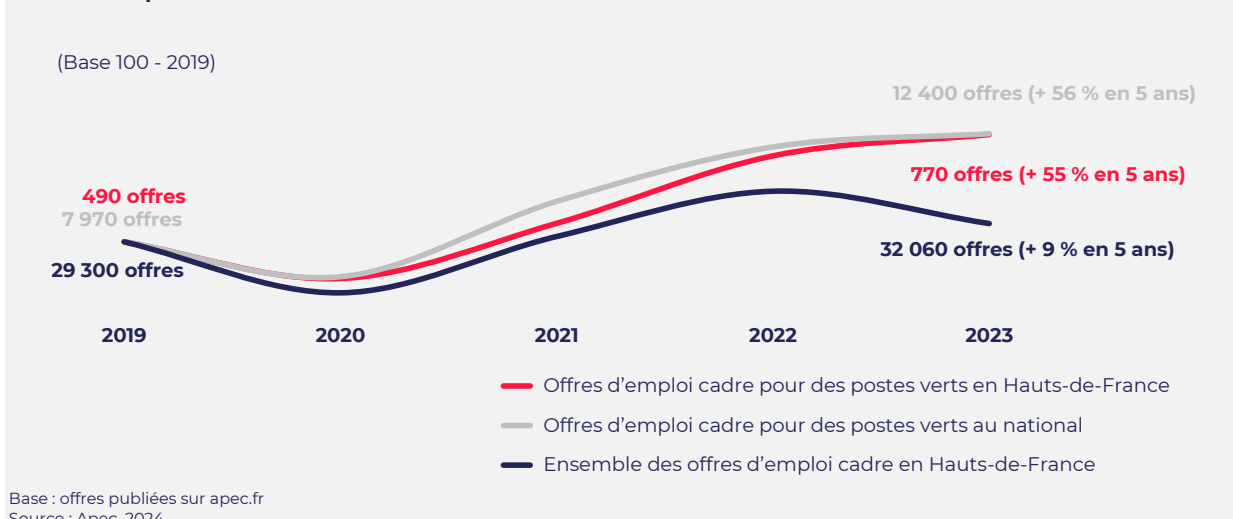
Pour accompagner ces transitions, des formations initiales et continues se développent dans le supérieur, des plus pointues aux plus génériques.

Dans les Hauts-de-France, le nombre d'offres d'emploi cadre publiées sur [apec.fr](https://www.apec.fr) pour un poste vert a progressé de 55 % entre 2019 et 2023

Les entreprises du privé implantées dans les Hauts-de-France ont publié 770 offres d'emploi cadre pour des métiers verts en 2023. La région se situe ainsi au 8^{ème} rang de celles qui publient le plus d'offres d'emploi cadre pour des postes verts. Les besoins se concentrent essentiellement autour des métiers de l'analyse, de la gestion et de la prévention des risques environnementaux. Ils représentent 57 % des besoins exprimés par les entreprises pour des postes verts.

En forte augmentation, le nombre d'offres d'emploi cadre pour des postes verts représentait 2,4 % des opportunités offertes dans la région en 2023, contre 1,7 % en 2019. L'évolution est un peu plus marquée pour les opportunités liées aux métiers de l'énergie, que pour les autres.

> Évolution du nombre d'offres d'emploi cadre pour des métiers verts dans les Hauts-de-France entre 2019 et 2023 et comparaison au national



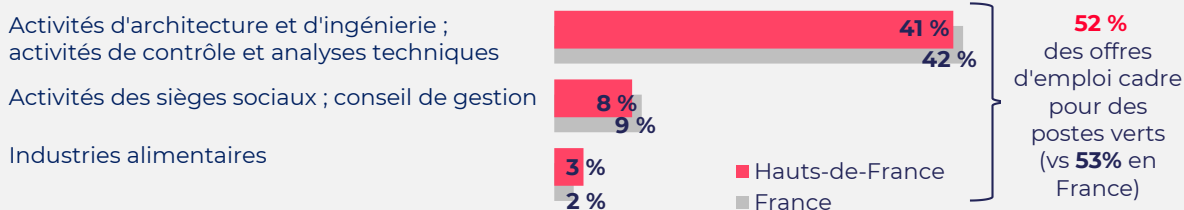
Entre 2019 et 2023, la majorité des offres d'emploi cadre pour un poste vert concernaient le secteur des services et le bassin d'emploi lillois

Entre 2019 et 2023, 72 % des offres d'emploi cadre émises dans la région pour des postes verts l'ont été par des entreprises du domaine des services, essentiellement en ingénierie et études techniques (41 % de ces offres). Les services liés aux activités des sièges sociaux se situent au 2^{ème} rang des émetteurs d'offres pour des postes verts, et les industries agroalimentaires (3 %). Très présente dans la région, cette filière est, tout comme d'autres, soumise à d'importantes réglementations pour obliger les entreprises à réduire leur impact environnemental : réalisation de diagnostics, instauration de politiques de gestion des déchets, d'économie d'énergie, de réduction de la pollution et d'utilisation responsable des ressources.

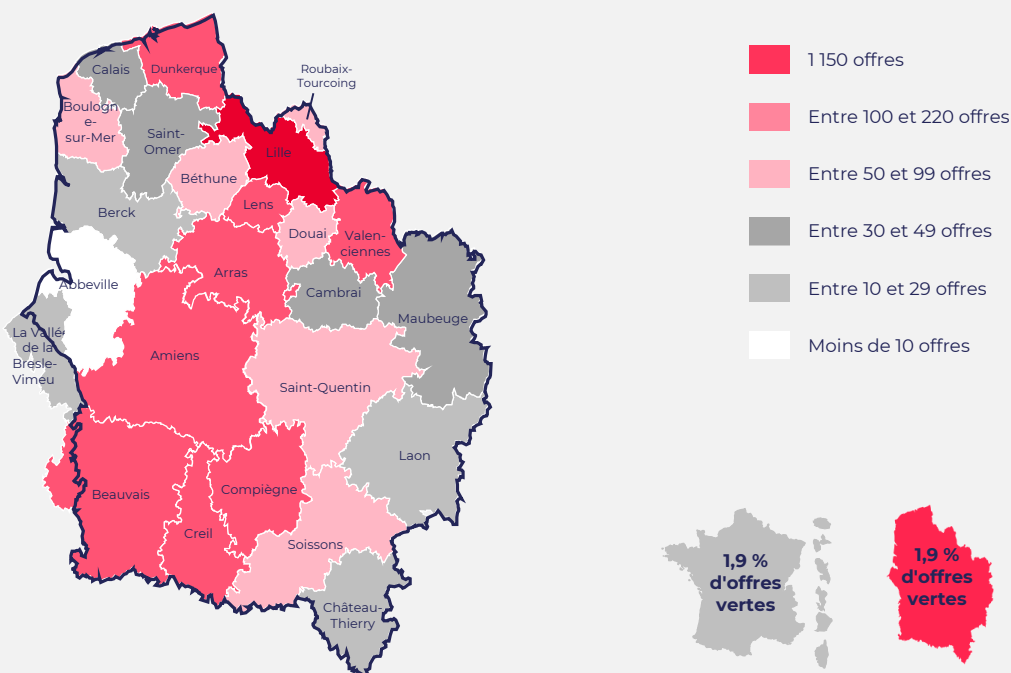
Les offres d'emploi cadre pour des postes verts concernent avant tout le bassin d'emploi lillois (1 153 offres), puis ceux d'Amiens et d'Arras, mais avec respectivement 216 et 175 offres seulement. Dans quasiment tous les bassins d'emploi de la région, ces offres s'adressent avant tout à des cadres de l'analyse, de la gestion et de la prévention des risques environnementaux. Seul le bassin d'emploi de Maubeuge n'affiche pas une nette majorité d'offres sur ces métiers. Celles dans l'énergie y sont proportionnellement tout aussi nombreuses. Cela est lié à la présence de grands producteurs d'électricité et d'entreprises tournées vers l'électromobilité. Enfin, l'extension et la rénovation du parc urbain suscitent des besoins dans l'aménagement du territoire et du cadre de vie. Les bassins d'emploi de Beauvais, d'Arras, de Lens, et de Lille.

Au total entre 2019 et 2023, les offres d'emploi cadre pour des postes verts ont représenté 1,9 % soit tout autant qu'au national.

> Principaux secteurs qui publient des offres d'emploi cadre pour des postes « verts » dans les Hauts-de-France entre 2019 et 2023



> Volume d'offres d'emploi cadre publiées sur apec.fr pour des postes verts par bassin d'emploi dans les Hauts-de-France, et poids par rapport au national



Base : offres publiées sur apec.fr
Source : Apec, 2024

19,5 milliards ont été investis dans les Hauts-de-France dans les filières liées au développement durable entre 2019 et 2023 et 11 078 emplois salariés ont été créés

Entre 2019 et 2023, les entreprises du secteur privé des Hauts-de-France ont investi 19,5 milliards d'euros dans des projets liés au développement durable, ce qui correspond à 41 % de leurs investissements. La filière des batteries et véhicules électriques représente 88 % de ces investissements, avec une concentration autour des bassins d'emploi de Dunkerque et de Béthune-Bruay.

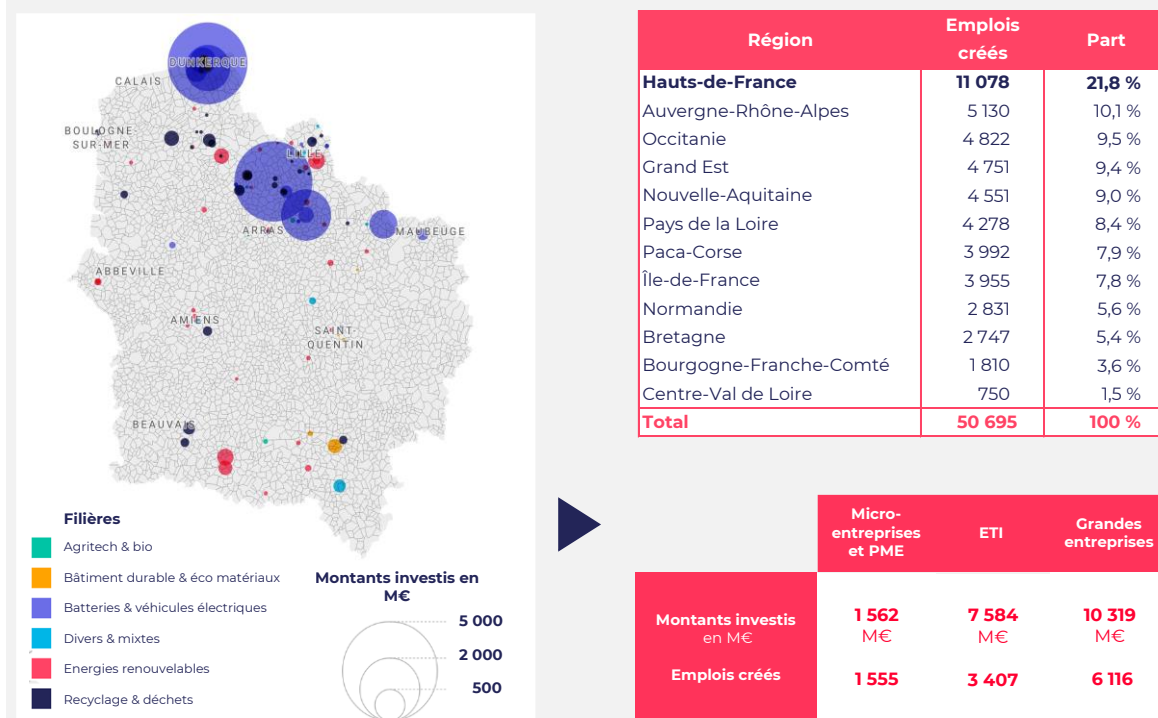
68 % des projets liés au développement durable l'ont été à l'initiative des PME et des micro-entreprises. 18 % ont été portés par des start-ups, principalement dans les filières des batteries/véhicule électrique et du recyclage/traitement des déchets.

La région des Hauts-de-France est celle, en France métropolitaine, qui a le plus contribué à la création d'emplois salariés du fait des investissements dans le développement durable (11 100 emplois, soit 22 % de ceux créés à l'échelle nationale).

Parmi ces emplois, la majorité l'ont été dans les grandes entreprises ainsi que dans les ETI (respectivement 6 116 et 3 407). Seuls 14 % l'ont été dans les PME et les microentreprises. De plus, près de trois emplois créés sur quatre l'ont été dans le secteur des équipements électriques. Enfin, tous secteurs et toutes tailles d'entreprises confondus, 21 % des emplois créés sont des emplois cadres.

Outre les projets d'investissements pour des produits et services liés au développement durable (écoconstruction, solaire, dépollution, etc.), des industries adoptent des processus de production plus respectueux de l'environnement. Dans les Hauts-de-France, les secteurs de l'alimentaire ou de la métallurgie sont, à travers leurs efforts de verdissement, plus particulièrement représentatifs de cette industrie tournée vers le futur. Ce sont les entreprises des bassins d'emploi d'Arras, de Dunkerque et de Lille qui portent le plus de projets de ce type.

> Investissements dans le développement durable dans les Hauts-de-France : localisations, montants, nombre d'emplois créés et répartition par taille d'entreprise



Source : Observatoire de l'emploi et de l'investissement Trendeo, 2024

La transition écologique est au cœur de plusieurs dispositifs de recherche et de financement publics

De nombreuses aides existent au national pour accompagner les entreprises et les territoires dans leur transformation. Par exemple, le crédit d'impôt en faveur de l'industrie verte est une aide fiscale nouvellement inscrite dans la Loi de finances pour 2024. Elle est destinée aux entreprises souhaitant réaliser de nouveaux projets dans le photovoltaïque, les batteries, l'éolien ou encore les pompes à chaleur. De plus, plusieurs pôles de compétitivité et programmes de recherche œuvrent aussi à accélérer la transition écologique. Dans les Hauts-de-France, le [Contrat plan État Région 2021-2027](#) soutient plusieurs projets, tous liés aux domaines de spécialisation de la stratégie régionale d'innovation.

> Exemples non exhaustifs de projets de recherche et d'innovation durable dans les Hauts-de-France

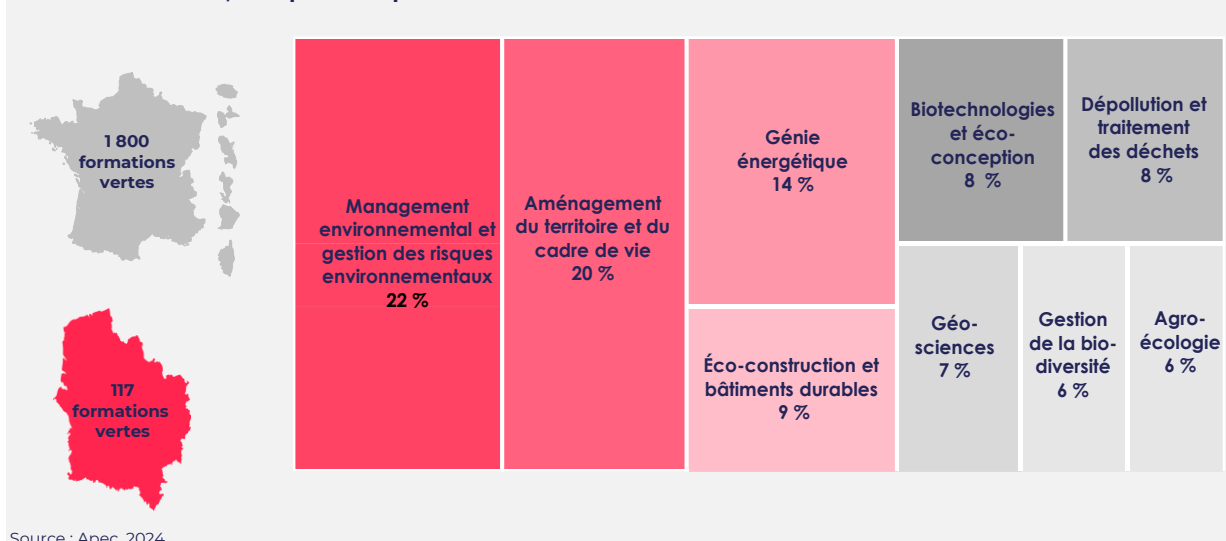
Projets	Porteurs
Environnement et climat	Universités de Lille et du Littoral Côte d'Opale
Matériaux pour l'énergie, stockage, gestion et conversion de l'énergie	Université Picardie Jules Verne
Transports et mobilités écoresponsables et autonomes	Université Polytechnique Hauts-de-France
Bioressources végétales et microbiennes et innovation technologique	Universités de Lille et de Picardie Jules Verne
Valorisation des matériaux issus des batteries électriques	Pôle de compétitivité Teams 2

Source : Apec, 2024

Des formations existent aussi pour accompagner cette transition

Les Hauts-de-France comptent de nombreuses formations initiales et continues permettant d'acquérir des savoirs en matière de durabilité. Comme partout en France, elles portent surtout sur la gestion des risques, l'énergie et l'aménagement du territoire. Les techniques d'écoconception et d'écoconstruction y sont aussi par exemple enseignées. Ces formations représentent un vivier potentiel pour les entreprises souhaitant recruter des compétences spécifiques. Au-delà des formations très ciblées, des temps de sensibilisation plus globaux se sont mis en place pour former les étudiants au développement durable. Ceci fait suite au [rapport Jean Jouzel](#) de 2022 qui préconise la diffusion obligatoire d'un socle de connaissances autour de la transition écologique, et ce à l'ensemble des étudiants de 1^{er} cycle. Effective depuis la rentrée 2024, cette mesure est posée comme une réponse parmi d'autres, à un enjeu sociétal majeur qui est celui de la raréfaction des ressources fossiles, du changement climatique et des atteintes à l'environnement.

> Nombre de formations dans le domaine du développement durable et de la transition écologique en France et Hauts-de-France, et répartition par domaines de formation au national



Source : Apec, 2024

Définitions et périmètres

Transition écologique : une évolution vers un nouveau modèle économique et social, un modèle de développement durable qui renouvelle nos façons de consommer, de produire, de travailler, de vivre ensemble pour répondre aux grands enjeux environnementaux, ceux du changement climatique, de la rareté des ressources (source : ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires).

Économie verte : activité économique qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources (source : Programme des Nations unies).

Métier vert : métier dont la finalité et l'essentiel des compétences mises en œuvre associées contribuent à mesurer, prévenir, maîtriser, corriger les impacts négatifs et dommages sur l'environnement (source : ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires). On en compte 19 parmi les métiers cadres. Ils se répartissent en trois catégories :

- Les métiers de l'énergie : [ingénieur énergies](#) ; [ingénieur d'études réseaux d'énergie](#) ; [chargé d'affaires en environnement et énergie](#) ; [ingénieur en efficacité énergétique](#) ; [ingénieur énergies renouvelables](#).
- Les métiers de l'aménagement du territoire, du cadre de vie et de la préservation de la biodiversité : [géologue](#) ; [géomaticien](#) ; [hydraulicien](#) ; [chef de projet aménagement du territoire](#) ; [urbaniste](#) ; [expert en environnement et écologie](#).
- Les métiers des technologies vertes, et de la gestion et de la prévention des risques environnementaux : [ingénieur en biotechnologies](#) ; [chef de projet sites et sols pollués](#) ; [directeur QHSE](#) ; [ingénieur HSE](#) ; [responsable HSE](#) ; [directeur développement durable](#) ; [ingénieur d'études environnement](#) ; [responsable RSE](#).

Projets d'investissements créateurs d'emploi dans le champ du développement durable.

Projets d'entreprises recensés dans des données publiques par l'Observatoire de l'emploi et de l'investissement Trendeo. Ils couvrent plusieurs champs d'investissement dans le domaine du développement durable : les biotechnologies vertes, le bâtiment durable et les éco-matériaux, les batteries et véhicules électriques, les énergies renouvelables, le recyclage et le traitement des déchets et autres projets durables. Pour l'industrie du futur, il s'agit de déclarations qualifiées faisant état de bonnes pratiques en matière de protection de l'environnement, d'efficacité énergétique et d'autres critères qualitatifs.

Méthodologie

Ce document repose sur :

- L'exploitation de données publiques : Onemev, Insee (RP 2021), Insee (Déclaration sociale nominative, 2021).
- L'analyse des offres publiées sur [apec.fr](#) de 2019 à 2023, hors doublons et hors offres partenaires.
- L'analyse des investissements portés par les entreprises de la région (Trendeo, 2024).
- La recension des « formations vertes » de niveau Bac+3 et plus délivrées en 2023 par les universités et écoles d'ingénieur.
- Une recherche documentaire.

ISSN 2826-874 (Collection Recrutement)

Cette étude a été réalisée par la Direction Données et Études (DDE) de l'Apec.

- Directeur de la DDE : Pierre Lamblin
- Responsable du pôle valorisation des données : Sébastien Thernisien
- Équipe projet : Geoffroy Garin, Anne-Dominique Gleyen, Caroline Legrand, Cristina Turlueanu, Kamel Yahyaoui.

Elle a bénéficié de l'apport de l'Observatoire de l'emploi et de l'investissement Trendeo

- Directeur : David Cousquer
- Économiste : Rayan Benamane



Toutes les études de l'Apec sont disponibles gratuitement sur le site www.corporate.apec.fr > Nos études



Suivez l'actualité de l'observatoire de l'emploi cadre de l'Apec sur Twitter : [@Apec_Etudes](https://twitter.com/Apec_Etudes)

CENTRE DE RELATIONS CLIENTS

0 809 361 212 Service gratuit + prix appel

Du lundi au vendredi de 9h à 19h
aux horaires France métropolitaine

© Apec. Cet ouvrage a été créé à l'initiative de l'Apec, Association pour l'emploi des Cadres, régie par la loi du 1er juillet 1901 et publié sous sa direction et en son nom. Il s'agit d'une œuvre collective, l'Apec en a la qualité d'auteur. L'Apec a été créée en 1966 et est administrée par les partenaires sociaux (MEDEF, CPME, U2P, CFDT Cadres, CFE-CGC, FO-Cadres, CFTC Cadres, UGICT-CGT). Toute reproduction totale ou partielle par quelque procédé que ce soit, sans l'autorisation expresse et conjointe de l'Apec, est strictement interdite et constituerait une contrefaçon (article L122-4 et L335-2 du code de la Propriété intellectuelle).